

Déclaration liminaire intersyndicale

Nous en sommes aujourd'hui à 8 journées de mobilisations et de grève et continuons à manifester notre opposition à la réforme des retraites, malgré et même à cause du mépris et de la surdité de notre président qui oublie qui l'a placé là.

Les secteurs d'activité de plus en plus importants se joignent au mouvement. Et nous en sommes l'image en étant mobilisés dans l'Orne depuis hier 7h.

Oui, à l'appel de l'intersyndicale, la France a été partiellement à l'arrêt mais c'est le gouvernement qui en est responsable. Les alertes n'ont pas manqué.

Tout d'abord par la rigueur des arguments que l'intersyndicale a développés. Ces arguments ont fait la démonstration que cette réforme est injuste, injustifiée et pénalisante.

De nombreux experts et économistes ont conforté nos analyses et ont mis en évidence les nombreuses erreurs, mensonges et contre-vérités véhiculées par les ministres.

Ensuite par l'ampleur des précédentes mobilisations. Plusieurs millions de citoyennes et de citoyens ont manifesté dans toutes les villes, des plus petites jusqu'à la capitale, pour affirmer leur opposition au recul de l'âge de départ en retraite.

Enfin, par le très large soutien de la population française à nos mobilisations.

De tout cela, le gouvernement ne tient aucun compte. Pour eux, il ne se passe rien ou à peine.

Des millions de personnes dans la rue ? Ah bon ce n'est pas déterminant.

Plus de 70 % des Français opposés à la réforme, et même 90% des actifs et actives. Ce n'est pas grave c'est qu'ils n'ont rien compris.

Mais de qui se moquent-ils ? Qui peut croire que nous serions des imbéciles ne sachant pas décrypter un texte de loi ? Surtout qu'à l'écoute de la communication gouvernementale, s'il y en a qui ont du mal à dire ce qu'il y a dans ce texte sans bafouiller ou bredouiller, ce n'est pas du côté des organisations syndicales qu'il faut les chercher.

Le gouvernement a usé de tous les artifices constitutionnels pour que les débats parlementaires soient limités. Cette attitude relève du déni démocratique, au mépris de l'expression très majoritaire de la population et de la démocratie sociale, elle est aussi indigne que dangereuse...

Aujourd'hui, nous franchissons donc une nouvelle étape. Le gouvernement n'a pas compris : personne ne veut de sa réforme et nous devons donc durcir notre mouvement.

Il y aura d'autres étapes, demain et jusqu'à ce que le gouvernement accepte le retrait de ce projet de loi injuste, et ce dans tous les secteurs qui peuvent s'engager dans des mouvements de grève reconductible.

Le succès d'hier montre notre détermination d'une part et notre capacité à gagner d'autre part.

Certains signes ne trompent pas. La fébrilité gagne le gouvernement et les propos récents sont de plus en plus outranciers et intolérants. La majorité tant affichée est bien loin d'être réellement acquise...

Qui peut croire comme l'a dit le ministre Olivier Véran que nous avons fait prendre le risque d'une catastrophe écologique, agricole et sanitaire en faisant grève le 7 mars. Il a juste oublié l'éruption du Vésuve et la fonte des glaces au Groenland....

C'est une posture autoritaire mais surtout une imposture absolue.

Plus de 7000 personnes ont encore manifesté hier et quoi qu'il arrive, l'intersyndicale reste mobilisée contre ce projet de loi. 64 ans c'est toujours non.